



Vos luttes dans la région
Santé



A la une
Faisons-nous entendre

Préparer



la Conférence nationale
sur les unions locales

Activité régionale
Conférence UL



Dossier

10^e Conférence : nouvelle étape

regards sur les orientations et objectifs proposés !



Dossier

10^e conférence

Editorial	2
A la une	3
• Faisons-nous entendre!	
Vos luttes dans la région	4
• 19 juin 2007, rassemblement régional santé !	
• PTT 32	
• Qua-liphone 81	
• LEDAR 09	
Professions	5
• LIBERTES	
• Ca bouge à France Télécom... !	
Activité Régionale	6
• Assises CGT COMMERCE	
• Conférence Nationale sur les UL	
• Tourisme Social	
Dossier	7-9
• Regards sur les orientations	
• un rapport de forces en région	
• notre outil régional	
• Vous avez la parole	
Activité CGT/CESR	11
• Actualité de l'activité CGT	
• Rencontre avec...	
Actualité CESR	12
• Les interventions de la CGT	
Vie Syndicale	13
• Assemblée générale CSI	
• Institut Européen	
Santé Travail	14
• Un collectif régional	
Brèves	15
• Cancéropôle	
• Transports régionaux	
• Assises Aéro	



Il va bien falloir se faire à cette idée : SARKOZY est Président de la République et il dispose d'un gouvernement sélectionné par lui et d'une large majorité de droite à sa botte. Dans la pratique, le "gouvernement" c'est lui seul, le premier ministre faisant office de maître de cérémonie et les ministres étant relégués au rang de laquais!

Une fois surmontée la déception post-électorale, la CGT va devoir être très vigilante car la période des congés va être utilisée par la nouvelle équipe pour mettre rapidement en pratique ses orientations ultra-libérales fous azimuts : loi-cadre sur le service minimum dans les transports et attaques sur l'exercice du droit de grève, plus de sélection avec la réforme des universités, le bouclier fiscal à 50 % mais pas de coup de pouce au SMIC, la réforme de la justice avec moins de tribunaux... sans parler de la TVA sociale et de la politique anti-immigrés qui se fait jour! Pour celles et ceux qui en doutaient c'est bien la droite dure qui est au pouvoir.

Cette année la trêve estivale risque donc d'être virtuelle et les structures CGT devront se tenir prêtes à réagir rapidement si nécessaire.

Sur notre région, la préparation de la Conférence Régionale de décembre 2007 va entrer dans sa phase active pour les syndicats de Midi-Pyrénées. Le collectif régional de préparation a validé le 22 juin l'ensemble des textes d'analyse, d'orientation et propose de faire évoluer l'outil régional CGT. Ces textes vont être envoyés prochainement aux syndicats pour débat.

Enfin félicitons nous de l'élection du candidat de la CGT Midi-Pyrénées, Philippe MOITRY, à la Présidence du Conseil Syndical Interrégional PYREMED pour deux ans.



Jean-Pierre LEFLOCH
Secrétariat régional
25 juin 2007

la cgt Midi-Pyrénées
Bourse du Travail
19, place Saint-Sernin
BP 7094
31070 Toulouse cedex 7

Prix : 1 € • N° 171 • Juin 2007
N° d'inscription à la CP 0206S05720
ISSN 1950-4926

Directrice de la Publication :
Martine Bernard-Roigt
Tél. 05 61 23 35 52 - Fax 05 61 21 06 67
e-mail : cgt.cmp@wanadoo.fr
Crédit photos : Jean-Philippe ARLES
Imprimé par Les Capitouls



Faisons-nous entendre !

intervenons pour faire avancer les revendications !

Lors de la dernière réunion du Collectif de préparation de la conférence régionale Martine BERNARD-ROIGT a présenté le rapport d'introduction : extraits

Au cours de la période qui s'engage notre responsabilité est d'aborder le débat à partir du contexte issu des élections présidentielles et législatives, et des conséquences des décisions et des choix que le gouvernement à l'intention de mettre en œuvre. La couleur est annoncée : pas de coup de pouce au SMIC parce qu'il paraît qu'il est responsable de smicardisation de plus en plus importante des salariés-es.

C'est le projet de loi en faveur du travail de l'emploi et du pouvoir d'achat et la perspective d'une loi cadre encadrant le service minimum dans les transports les jours de grève. Sur l'ensemble de ces dossiers, nous disposons des éléments d'analyse de la Confédération, qui met comme vous le savez un dispositif en place pour faire face pendant l'été.

Il est important de noter que 4 organisations du transport s'opposent dans une déclaration à toute remise en cause du droit de grève!

C'est donc mobilisés et vigilants que nous devons aborder cette période, le résultat des législatives confirme, qu'à l'épreuve des faits le gouvernement aura du mal à faire passer des objectifs de régression sociale, que les salariés-es quel que soit leur vote sont en capacité de rassembler et de mobiliser contre des projets ou des décisions qui seraient contraire à leur intérêt.

C'est donc de manière offensive que nous devons aborder la période en prenant le temps, comme l'a réaffirmé le CCN de

débattre avec les militants-es souvent sous la pression et l'abatement, afin qu'ils s'approprient l'analyse et les arguments de la CGT sur la situation. D'autant que nous assistons à un développement significatif des luttes dans notre région qui ne dément pas depuis les présidentielles :

- à France Télécom, à SFR plusieurs rassemblements et manifestations importantes contre la réorganisation des services et pour l'emploi,
- PTT 32 : 5 semaines de grève qui débouchent sur un protocole d'accord avec des avancées significatives, transformation en CDD (5), maintien des tournées.
- à Qua-liphone (81) : 7 jours de grève pour l'augmentation des salaires, les salariés ont obtenu 2 % d'augmentation générale
- à Ledar papeterie du Couserans, les salariés-es se mobilisent pour l'emploi,
- dans les hôpitaux Albi-Auch, les cliniques privées le rassemblement régional santé du 19 juin dans lequel le Comité Régional s'est inscrit a permis de rassembler près de 150 personnes essentiellement 09-32-31-82. une délégation a été reçue à l'ARH.../...

Ces exemples témoignent qu'il y a bien un espace pour développer les luttes aujourd'hui, elles débouchent sur des succès, soyons disponibles pour cela!

Concernant l'aéronautique, au moment du salon du Bourget qui se tient cette semaine, EADS a réalisé un niveau de commandes record qui confirme qu'il n'y a pas de crise dans l'aéronautique, mais des perspectives de développement. Pour autant N. SARKOZY en venant à Toulouse a confirmé le maintien

du plan Power 8, la direction a présenté le plan social de suppression de 4 300 emplois à AIRBUS France dont 1 700 à Toulouse et des ventes de site. Notre entrevue avec le Préfet de Région concernant le pôle de compétitivité AESE ouvre des perspectives pour se mobiliser autour d'une table ronde que le Préfet indique vouloir organiser avec tous les acteurs y compris AIRBUS à l'issue de la phase de consultation en cours. De même qu'il n'exclut pas de réfléchir à la mise en place d'une instance de consultation paritaire du pôle, il doit nous donner une réponse sur notre demande, de même qu'il a indiqué vouloir rencontrer les syndicats AIRBUS.

Ce changement d'attitude par rapport à l'audience du mois de janvier nous appelle à ne rien lâcher sur la démarche engagée.../...

De même la mise en place d'une cellule de reclassement interentreprises et interprofessionnelle en Haute-Garonne destinée aux salariés-es des PME sous-traitants de l'aéronautique, licenciés dans le cadre de Power 8 est tout à fait nouvelle et mérite que nous y accordions toute l'importance. .../...



19 juin 2007

rassemblement régional santé !



Depuis plusieurs années, la CGT dénonce les orientations politiques en matière de santé qui ne répondent plus aux besoins de la population.

La gestion autoritaire et la confiscation de la démocratie sociale contraignent l'hôpital à toujours plus de restructuration.

Fermetures de lits, fermetures de services, postes vacants, diminution des effectifs, précarisation de l'emploi, listes d'attentes, saturation des services... constituent le quotidien du monde hospitalier.

Les objectifs financiers prédominent aux dépens des objectifs de santé publique.

En Midi-Pyrénées, le déficit des hôpitaux pour l'année 2006 s'élevait à 70 millions d'euros soit l'équivalent de plus de 2000 emplois, pour les 16 établissements les plus

importants de la région. Nous estimons que pour 2007, le déficit sera du même ordre, voire plus important encore. .../...

Cette situation plus que préoccupante pour l'accès aux soins pour tous va être encore plus aggravée par la nouvelle politique qu'annonce le gouvernement avec notamment la mise en place des franchises.

De nombreuses luttes se sont développées dans la dernière période dans notre région pour exiger les moyens matériels et humains pour répondre aux besoins de santé de la population de Midi-Pyrénées. Le Comité Régional CGT Midi-Pyrénées, la Coordination Régionale CGT Santé se félicitent du développement de l'action et considèrent qu'il est un point d'appui important pour que les salariés-es et les usagers se

mobilisent encore plus fort pour exiger :

- un autre financement de la sécurité sociale répondant aux besoins de la population, tant en terme de prévention que de qualité des soins

- le renforcement du service public hospitalier.

Sans attendre la rentrée, la CGT en Midi-Pyrénées appelle les salariés de la santé, les usagers à participer au rassemblement qu'elle organise le mardi 19 juin à 11 h 30, place Saint Etienne à Toulouse devant l'Agence Régionale d'Hospitalisation.

Extraits communiqué de presse du Comité Régional du 18 juin 2007

PTT 32

Les facteurs d'AUCH étaient en grève pendant près de 5 semaines pour s'opposer à la réorganisation des tournées de distribution et ses conséquences pour l'emploi et la qualité du service public. Soutenus par la CGT et SUDPTT ils auront du faire face à toutes les provocations. Face à leur détermination la direction est contrainte de négocier, un protocole d'accord signé permet de suspendre cette réorganisation, des contrats CDD sont transformés en CDI. Tout n'est pas réglé mais l'action pour la défense du service public de la poste se trouve renforcée.



Qua-liphone

Les salariés-es de ce centre d'appel de Carmaux qui en compte 400 étaient en grève ce début juin. Grève tournante pendant 7 jours suivie par une majorité de salarié-es et une manifestation à Carmaux, a débouché sur une augmentation générale des salaires de 2%. La CGT est forte de 60 adhérents.

LEDAR

Une manifestation à Saint-Girons ce 19 mai a rassemblé plus de 1000 salariés et population du Couserans, venus soutenir l'action des papeteriers pour le maintien de leur emploi fragilisé par plan d'économie imposé par le fond d'investissement américain propriétaire de la papeterie et qui refuse tout investissement industriel. L'UD de l'Ariège et l'UL de Saint-Girons réclament d'urgence une table ronde avec l'ensemble des acteurs pour examiner toutes les solutions garantissant le maintien du site et les emplois.

LIBERTES

Juliette RABIA salariée de Leclerc à Auch licenciée puis réintégrée par décision du conseil de Prud'hommes a été contrainte, une nouvelle fois, de recourir aux Prud'hommes pour exiger sa réintégration (voir Bulletin 167 octobre 2006). En effet la direction de Leclerc avait engagé et obtenu l'annulation de la décision du Conseil de Prud'hommes d'Auch, Juliette est à nouveau licenciée. Le 17 mai elle engage un nouveau recours avec le soutien des syndicats CGT du département. A l'appel de l'UD32 une centaine de militants étaient donc présents pour exiger la réintégration de Juliette dans son emploi. Ghislaine RICHARD au nom de la confédération ainsi que Jean-Marc Authié ont indiqué dans leur intervention l'exigence que portait la CGT de défense et de respect des libertés syndicales leur soutien infaillible aux hommes et aux femmes qui s'engagent avec ténacité pour défendre leur dignité, celle des salariés-es. Le nouveau jugement sera connu le 29 juin 2007.

DECAZEVILLE le 14 juin : l'union locale appelait à un rassemblement pour défendre le secrétaire du syndicat CGT des territoriaux de Decazeville arbitrairement muté de service par le maire de la ville qui évoque pour justifier sa décision...! la réorganisation des services! Pour l'union locale la défense et le développement des services publics sont indissociables du droit des agents à s'exprimer librement. Dans un communiqué elle réaffirme qu'il s'agit d'un principe essentiel de démocratie pour lequel elle invite à la vigilance et à la détermination.

Halle Aux Chaussures d'ALBI : quand les lois sécuritaires s'appliquent aux salariées! Accusées injustement de vols dans le magasin, 3 salariées de ce magasin d'ALBI se sont retrouvées aussitôt mise en garde à vue, fouillées au corps, fichage anthropométrique et test ADN en prime! L'UD81 avec la FD Commerce se sont aussitôt mobilisées pour stopper cet engrenage judiciaire.

ça bouge à France Télécom...!

3 questions à Alain GIACOMEL
secrétaire régional FAPT CGT Midi-Pyrénées

Depuis plusieurs semaines la mobilisation s'amplifie à France Télécom, peux tu nous en dire les raisons ?

Dans l'ensemble du secteur des télécoms, plusieurs manifestations ont eu lieu ces dernières semaines (France Télécom, SFR...) toutes liées à des restructurations mettant en péril de nombreux emplois sur notre région.

Journées d'action du 31 mars à Blagnac rassemblant plus de 1 200 personnes, le 26 avril rassemblement inter régional à Montpellier, le 31 mai journée d'action internationale sur l'ensemble du groupe France Télécom à l'appel des syndicats de chaque pays, rassemblement et manifestations à Toulouse (plus de 600 personnes) Le 5 juin les SFR montent à Paris, plus de 1 000 personnes devant le siège.

Plusieurs actions pour la défense de services dans notre région, à St-Gaudens, Nogaro, Decazeville.

Comment se traduit cette mobilisation, quelles sont les revendications des personnels et de la CGT ?

Les actions ont toutes un point commun, celui d'associer dans la défense des missions de service public les salariés, les élus et les usagers. Ces convergences revendicatives se révèlent indispensables à une réponse à la hauteur des enjeux; sauver l'emploi sur tous les territoires et notamment ruraux, pouvoir vivre et travailler au pays.

Quels résultats avez vous obtenu et quelles perspectives d'action à venir ?

Toutes ces actions s'inscrivent dans un long processus de luttes, qui jour après jour, installe l'idée que le droit à la com-

munication est fondamental pour l'ensemble des populations. Il s'avère absolument nécessaire que l'opérateur public France Télécom puisse assurer les mêmes services, au même prix sur l'ensemble du territoire (agences commerciales, réseau fibre optique...)

Sont menacées de fermeture ou de réductions d'horaire les agences de Moissac, de Villefranche de Rouergue, de Figeac...

Les personnels sont en état permanent de mobilisation, lié au stress d'être délocalisé avec leur emploi. Ils ne laisseront pas fermer leurs agences, leurs services, ils continueront jusqu'au bout la lutte pour leur emploi, pour un véritable service public.



Assises CGT COMMERCE

Les salariés-es du secteur du Commerce et des Services qui entrent dans le champ de syndicalisation de la fédération commerce représentent une incomparable diversité de catégories. De l'employée libre service à la caissière au manutentionnaire des grands magasins ou des grandes surfaces, au personnel de la restauration collective ou de la restauration rapide, à ceux des hôtels cafés restaurants ainsi que les aides à domicile ou les salariés exerçant leur activité professionnelle dans le cadre du chèque emploi service universel (CESU) ce sont des milliers de salariés-es dans notre région. Pour le seul secteur du commerce 130 000 salariés-es dans 36 000 établissements. Majoritairement un secteur de femmes salariées, les conditions de travail se caractérisent par une extrême précarité. La syndicalisation y est faible et la CGT n'échappe pas à ce constat. En Midi-Pyrénées 818 syndiqué-es dont une majorité en Haute-Garonne et pas un seul syndicat ou section syndicale ayant plus de 50 syndiqué-es. Dans ces conditions le renforcement de la CGT dans ces secteurs devient pour les responsables de la fédération un enjeu décisif. Comment surmonter les difficultés? Face à l'éclatement du salariat comment s'organiser, quel outil syndical pour une plus grande efficacité revendicative... autant de questions qui seront au centre de la préparation des Assises régionales Commerce que nous organisons conjointement avec la Fédération le 8 novembre prochain à Toulouse. Pour les préparer un groupe de travail a été mis en place animé par Roger Pierre LEMOUZY secrétaire général UDB1.

Conférence Nationale sur les UL

Le 48^e congrès a décidé l'organisation d'une conférence nationale sur les unions locales, elle s'inscrit dans la volonté de la CGT de décider des évolutions nécessaires pour faire face aux défis de l'intervention syndicale aujourd'hui. Elle aura lieu les 13 et 14 novembre, sont invités-es à y participer des militants-es issus-es de syndicats, d'unions locales, d'unions départementales, de fédérations, de comités régionaux, de l'UGICT, l'UCR, du comité des privés d'emplois ainsi que la CE confédérale. C'est donc toute la CGT qui va réfléchir, échanger sur l'activité des unions locales, la nécessité de leur évolution, etc. Cette rencontre nationale a été préparée par 10 réunions décentralisées. En Midi-Pyrénées la préparation s'est engagée : dans le TARN lors d'une réunion départementale à laquelle ont participé 25 militants-es de syndicats, d'UL le 12 juin, dans l'Aveyron la réunion a eu lieu le 19 juin avec près de 25 militants des 3 UL du département, dans l'Ariège ce 28 juin, à Toulouse lors du congrès de l'UL Centre ville. Ces réunions se sont tenues avec des membres du collectif national de préparation. Le Comité Régional a décidé d'organiser le **5 octobre** une réunion régionale avec



les 30 UL de Midi-Pyrénées, les UD et les professions pour faire le point de la préparation et désigner les 16 participants à la conférence nationale dont dispose notre région.

Tourisme Social



Les UD de Midi-Pyrénées ont créé en 1991 un outil pour développer et promouvoir le droit aux vacances, à la culture et aux loisirs pour tous. Notre outil c'est TLC, association adhérente de l'ANCAV outil de la CGT, qui défend et contribue au développement du tourisme social fondé sur les valeurs de solidarité. Dans un contexte de forte concurrence ou l'offre de vacances est l'objet d'un fort dumping, alors que près d'un salarié-e sur deux ne part pas en vacances, il est urgent que les valeurs que nous défendons soient mieux portées par nos responsables et élus-es des comités d'entreprises dont, 156 sont adhérents à TLC. Le CA de TLC a donc décidé d'organiser une grande journée de loisirs en famille le **22 septembre** dont le support sera le Parc d'attraction de WALIBI. La réussite de cette première journée servira au lancement d'une grande journée en 2008 portant nos exigences du droit aux vacances pour tous!

A vos agendas...

Session de formation
du Comité Régional
et des professions
les 28 et 29 août

Centre de Vacances du
CER SNCF à BOOSILHEN.

Inscriptions secrétariat
du Comité Régional



10^e Conférence : une nouvelle étape

regards sur les orientations et objectifs proposés !

Nous arrivons au terme de la première étape de préparation de la conférence régionale. En effet au cours de ces 6 premiers mois de l'année le collectif de préparation de la conférence a travaillé sur le projet de document soumis au débat dans les unions départementales, les syndicats et les professions. Ce projet de document a été adopté par l'ensemble des participants moins une abstention lors de la réunion du 22 juin.

Lors de l'introduction à cette réunion Martine BERNARD-ROIGT a notamment déclaré (extraits) : "Nous pouvons être satisfaits de cette première phase de préparation et de l'état d'esprit qui anime nos travaux dans les groupes de travail ou dans le collectif lui-même. En effet il ne s'agit pas d'une préparation théorique mais ancrée sur les réalités telles qu'elles sont en Midi-Pyrénées et la nécessité d'y faire face ensemble. Cette prise avec le réel et la construction de propositions communes changent la nature de nos débats en les enrichissant, et c'est bénéfique pour tout le monde, chacun-e le reconnaît. Nous pouvons être d'autant plus satisfaits que les travaux du CCN et l'intervention du Secrétaire Général, en mettant l'accent sur la nécessité d'accélérer les transformations et en valorisant toutes les démarches et les expériences qui vont dans ce sens, légitime et conforte la démarche régionale engagée ensemble. Oui, les propositions que nous portons de l'évolution de notre outil régional sont bien conformes aux orientations du 48^e Congrès. L'état d'esprit qui nous anime montre qu'il est possible d'avancer ensemble sans crainte d'affronter les questions

dès lors qu'elles ciblent bien les enjeux réels."

Ce document préparatoire à la conférence régionale sera envoyé aux syndicats début septembre 3 résolutions seront soumises à l'approbation des délégués de la conférence.

Ainsi la première partie du document s'attache à mettre en évidence les évolutions qui traversent la région : Le salariat en Midi-Pyrénées et dans les départements et par grands secteurs d'activité, la transformation des territoires sous l'effet du choix des groupes et des politiques publiques. Le constat que les inégalités se creusent en région mis en évidence et est pose l'enjeu d'un développement équilibré de tout le territoire régional. Pour cette ambition nous formulons les propositions de la résolution 1.

RESOLUTION 1

Nos diversités industrielles sont nos atouts :

En effet, notre région dispose d'atouts industriels importants sans lesquels il ne peut y avoir de développement durable pour les populations. Le développement harmonieux de tout le territoire régional nécessite le développement de toutes nos activités industrielles. Pour cela nous devons mettre en avant à la fois :

- des propositions de créations d'emploi, notamment à partir de la richesse créée en Midi-Pyrénées
- la filière bois-papier Couserans
- la filière automobile (7 700 salariés 400 entreprises dans la production automobile. 15 600 dans le commerce de la réparation automobile, essentiellement dans les TPE).

- le textile à Lavelanet où 2 500 salariés travaillent sur ce bassin d'emploi qui est menacé
- le bassin d'emploi Mecannic Vallée et ses entreprises de la métallurgie
- les 2 pôles de compétitivité avec le canceropôle et l'aéronautique pour lesquels nous voulons le plein emploi. Nous revendiquons un statut unique du salarié de l'aéronautique
- le 3^e pôle revendiqué, celui de l'agroalimentaire avec ses pôles d'excellence rurale
- des services publics forts sur l'ensemble des territoires de notre région, car il ne peut y avoir d'industrie sans services publics et vice versa.

Notre objectif est

- d'élaborer des propositions alternatives plus précises avec les salariés, à partir de leurs aspirations et revendications.
- d'agir avec eux pour qu'elles s'imposent, auprès des entreprises, des pouvoirs publics dont les politiques pour le développement économique et l'emploi sont essentiellement consacrées aux aides aux entreprises et à leur accompagnement stratégique.



un rapport de force en région

Un immense effort de syndicalisation est nécessaire pour y parvenir

Nous avons vraiment besoin de créer les conditions d'un rapport de force sur les enjeux territoriaux en région, enjeux et dimensions bien présents dans la stratégie patronale. Pour parvenir à ces objectifs de développement cette partie réaffirme avec force la nécessité de construire un rapport de force en région. Les avancées obtenues dans le cadre de l'activité régionale sont pointées mais jugées insuffisantes du fait de l'absence de mobilisation pour gagner de véritables conquêtes sociales. Il faut donc investir les nouveaux lieux de décisions qui se sont développés et coopérer mieux territoires/professions pour être plus efficaces. Nous ne pourrons y parvenir sans un immense effort de renforcement et de syndicalisation de toute la CGT en Midi-Pyrénées, les chiffres parlent d'eux-mêmes (graphique).

RÉSOLUTION N° 2

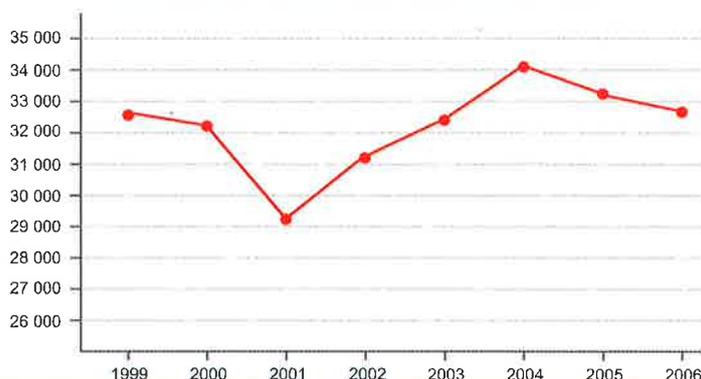
Les délégués de la 10^e Conférence régionale considèrent que l'emploi en Midi-Pyrénées est une priorité essentielle pour vivre et travailler là où les salariés-es l'ont décidé, tout comme le développement de

services publics est une condition incontournable pour répondre aux besoins sociaux et favoriser le développement du territoire. C'est pourquoi ils décident que l'activité régionale de la CGT en Midi-Pyrénées doit viser en priorité :

- **l'action pour le plein emploi solidaire** et le développement de nos territoires notamment en favorisant le développement de tous les atouts industriels, condition de la diversification de notre économie régionale. Cette conception du développement s'oppose à la stratégie des groupes qui privilégie : la rentabilité au détriment de l'emploi comme le plan Power 8. A l'opposé nous proposons la création de milliers d'emplois dans l'industrie comme les services pour répondre aux besoins sociaux,
- **dans les pôles de compétitivité**, les salariés-es des entreprises, des établissements et des services de ces pôles doivent être informés et consultés et pouvoir intervenir sur les projets qui les concernent, c'est pourquoi nous réclamons la mise en place du CIE, notamment sur le pôle AESE

- **transports**, nous voulons une véritable politique de transports collectifs, l'amélioration des dessertes et de l'offre de transports, ainsi que des équipements.
- **Offre de soins**, nous décidons de poursuivre sur les 3 territoires (FIGEAC/DZV, TARBES, NORD-EST TOULOUSAIN) la démarche syndicale engagée pour gagner une meilleure réponse aux besoins de santé dans ces territoires.
- **Services publics** nous décidons de poursuivre et d'amplifier la démarche amorcée lors du forum services publics à Cahors le 1^{er} décembre 2006. Il s'agit maintenant de :
 - établir des diagnostics du territoire à partir de notre conception CGT de la nécessité d'un développement équilibré.
 - définir, au plus près de chaque territoire, les besoins nécessaires au développement économique et social.
 - mettre en place une démarche associant simultanément usagers, personnels et élus.
 - favoriser une prise en charge syndicale territoriale en liant les réflexions et mobilisations des différents syndicats présents sur le même lieu.
 - mettre en évidence les synergies dans les modes d'organisations entre services publics.
 - lutter contre une conception "comptable" du Service Public en définissant des critères de qualité aux services publics de Midi-Pyrénées.
- **Place de l'Etat en région** : nous revendiquons la mise en place d'une structure de dialogue social régional associant les organisations syndicales à l'élaboration et au suivi de l'action de l'Etat en région, sur le même modèle que ce que nous revendiquons pour les Commissions Départementales d'Organisation et de Modernisation des Services Publics.

EVOLUTION SYNDIQUÉS MIDI-PYRÉNÉES



notre outil régional

un nouveau Comité Régional, ancré dans les réalités.

La dernière partie du document évoque les moyens et l'outil régional dont nous avons besoin pour mettre en œuvre les ambitions que nous proposons d'approuver. Cette réflexion sur l'outil régional est sans doute celle qui a le plus passionné non seulement parce qu'elle s'inscrit dans les orientations du 48^e congrès qui a décidé d'accélérer les transformations de la CGT, mais parce qu'elle est l'enjeu central des travaux de notre conférence régionale. Dépasser les craintes que les évolutions proposées peuvent susciter parce qu'elles renvoient à la nécessité d'évoluer dans sa propre organisation syndicale a été la condition pour construire de nouvelles propositions d'un outil régional transformé ! Nous y sommes parvenus parce que notre réflexion et nos propositions sont ancrées dans notre pratique et les évolutions, les expériences que nous avons déjà construites pour faire face aux nouveaux défis. C'est donc les bases d'un nouveau Comité Régional que propose la dernière résolution.

RÉSOLUTION 3 :

Afin que le comité régional accentue et poursuive son action, il doit devenir ce lieu d'échanges, de construction d'initiatives, d'actions régionales, et de conquêtes, un véritable lieu de mise en commun et de décision de notre activité régionale CGT. Les structures du champ territorial comme les professions et les responsables de bassins d'emploi travailleront et décideront ensemble dans une nouvelle articulation fondée sur la complémentarité et respectueuse des prérogatives de chaque organisation.

Dans cet objectif le comité régional est composé de 20 à 25 membres :

- 8 secrétaires généraux d'UD.
- Les responsables de professions
- Les responsables des bassins d'emploi
- Le secrétariat régional.

La liste des membres sera validée par les unions départementales ainsi que la répartition

des responsabilités : secrétaire régional, membres du secrétariat. Ces propositions seront soumises à l'approbation de la conférence régionale.

La transformation de notre outil régional vise à l'efficacité revendicative au service

des syndicats, des salariés-es de Midi-Pyrénées pour une CGT de conquête et de transformation sociale par conséquent à l'issue du prochain mandat la conférence régionale évaluera le nouveau dispositif mis en place.

Une CGT partout, pour tous les salariés-es !

La fédé des Services Publics sur la région Midi-Pyrénées, c'est près de 2 883 FNI 2005, et 2 907 FNI 2006.

La Coordination Syndicale Régionale est un outil essentiel pour développer notre présence sur le territoire en informant, formant et coordonnant les luttes.

La perspective des élections professionnelles de 2008, les décisions que prennent les exécutifs locaux dans la période actuelle en terme d'organisation des services et de droits et garanties des personnels, le passage de missions et de dizaines de milliers d'agents d'une organisation ministérielle à une organisation décentralisée sont autant de raisons d'entamer rapidement notre organisation partout ainsi que la formation des futurs élus aux instances paritaires que sont les CAP CTP CHS et en assurant notre présence partout, dans chaque collectivité, dans chaque département.

Déjà, plusieurs initiatives régionales sont en cours : formations de formateurs (mutualisation des copains pour assurer les formations sur tout notre territoire), stage CAP, CTP et CHS pour élus et futurs élus afin qu'aucun camarade ne se retrouve parachuté sans formation, stage commission de réforme, secrétaire de syndicat... sont programmés pour le prochain semestre.

Un recensement régulier des initiatives va pouvoir donner le jour à une information régionale (genre cahier des luttes) pour que l'expérience des uns puisse servir aux autres...

La CSR, relai de la Fédé, doit aider les Coordinations Syndicales Départementales à poursuivre leurs efforts pour aller à la rencontre des salariés, partout où nous ne

sommes pas implantés, en nous s'appuyant sur les syndicats locaux existants (qu'ils soient de notre champ fédéral ou autres) afin de gagner sur le renforcement de l'outil CGT et sur les revendications.

L'expérience des uns doit alimenter le vécu des autres et la région peut y aider.

Les structures syndicales se doivent, à quelques degrés que ce soit, d'être en phase avec le salariat d'aujourd'hui.

Pour cela, il faut s'adapter territorialement pour être plus efficace sans que cela ressemble à de la "concurrence".

Le seul objectif CGT doit être : Etre partout ! De quelque manière que ce soit : syndicat pro ou inter pro.

Il ne doit pas y avoir la CGT des territoriaux et celle des autres, mais une CGT partout et pour l'ensemble des salariés.

Sur certains départements très ruraux comme le Lot ou l'Aveyron, aux vues de l'éparpillement du salariat, des copains réfléchissent en lien avec la CSR à la possibilité de créer des syndicats de zone ou de site interpro qui, en regroupant l'ensemble des salariés leur permettraient de sortir de leur "isolement". Le constat part que les syndicats "d'isolés" sont nombreux et pro (en général)

La solution n'est-elle pas l'INTERPRO ?

Nous avons besoin de continuer la réflexion sur l'évolution de nos structures afin de mieux répondre aux nouveaux besoins des salariés.

Nathalie METCHE,

Animatrice de la CSR Midi Pyrénées

Vous avez la parole...



Une expérience qui se valide avec le temps

Lors de notre dernier congrès de 2005 et sur proposition de la C.E. sortante, les syndicats ont retenu l'organisation en 3 territoires :

- Territoire OUEST AVEYRON 3 unions locales : VILLEFRANCHE, DECAZEVILLE, CAPDENAC
- Territoire CENTRE AVEYRON 1 union locale : RODEZ
- Territoire SUD AVEYRON 3 unions locales : SEVERAC LE CHATEAU, MILLAU, SAINT-AFFRIQUE

Certes des questions sont venues, cela ne va-t-il pas supprimer des UL, l'UD ?

Comment va-f-on faire alors que l'UD et les UL n'ont pas de moyens ?

Les instances de décisions de chaque structure ne seront-elles pas remises en cause ? etc.

Malgré ces interrogations le congrès retenait à titre "expérimental" cette proposition.

Celle-ci a pris effet début avril pour l'OUEST AVEYRON, début octobre pour le Ruthénois (Centre Aveyron) soit un an après la décision du congrès car en effet pour la mise en œuvre il fallait trouver le ou la camarade pour occuper cette responsabilité, dégager du temps, pour que ces camarades soient à mi-temps, et donc passer des conventions avec leurs entreprises, gérer le financement etc.

La mise en œuvre sur le territoire SUD AVEYRON n'a pas encore commencé, non pas que les camarades ne soient pas d'accord, bien au contraire, car au vu de l'apport sur les deux autres territoires, ils sont plus que demandeurs. Faut-il trouver encore le camarade pour prendre cette responsabilité !

Nous avons également échangé avec la Confédération, nous avons eu son soutien. Il faut noter que depuis plusieurs années des réflexions de ce type ont lieu tant dans le champ professionnel, (Fédé) que le champ territorial (Comités Régionaux, UD, UL etc) qui se sont traduites lors du 48^e congrès par un vote, largement majoritaire des syndicats, du chapitre 3 du document d'orientation notamment des décisions 22- 23 -24 et 25.

Quel retour d'expérience après quelques

mois de mis en œuvre ?

Le plus important, nous avons réalisé plus d'adhésions de date à date, créé plus de bases organisées qu'en 2006. Les interrogations citées plus haut s'effacent très rapidement. Les liens inter-UL sont de plus en plus nombreux.

On ne parle plus du maintien ou pas de tel ou telle structure, mais de comment les rendre plus efficaces pour la CGT, pour les salariés actifs et retraités du département. Comment construire la CGT de demain ?

Cela nous amène à commencer à réfléchir, à quelle U.D. demain ? Quel Comité régional ? D'ailleurs la réunion que nous avons tenue le 19 juin 2007 dans le cadre de la préparation de la Conférence sur les UL en fait la démonstration.

L'évolution de l'outil régional qui nous est proposé dans le document préparatoire de la Conférence Régionale va dans ce sens. Ne serait-ce que sur une meilleure prise en compte du champ professionnel, du champ des territoires de proximité, l'U.D. en tant que telle n'étant qu'une partie du champ territorial.

La CGT a toujours su s'adapter plus ou moins rapidement, en suivant l'évolution de la société dans ses différentes composantes, aujourd'hui il s'agit d'essayer d'anticiper.

Jean-Albert BESSIERE
Secrétaire général UD 12



Un ou une camarade étant chargé(e) de coordonner l'activité des unions locales de chaque territoire, pour Rodez aider au redéploiement, l'agglomération de Rodez représentant 50 % du salariat du département. Les camarades étant directement impliqués dans la direction de l'UD cela devant répondre à nos préoccupations ; plus de rapidité du lien UD/UL. Plus de liens entre les UL de même territoire, permettant également aux UL plus en difficulté de trouver des points d'appui au plus près tant avec le camarade qui coordonne qu'avec les UL de leur territoire.

Rencontre avec...



Je m'appelle **Bernard MARGRAS** né en 1947, dans une famille de cheminots où les ouvriers s'appelaient compagnons, dans une campagne de Midi-Pyrénées où les paysans façonnaient les terres avec la traction animale.../...

A 20 ans, je rentre brusquement dans la dure réalité des rapports sociaux, dans une usine de métallurgie digne des descriptions de Zola. Je commence à m'impliquer dans une vie collective à travers la présidence des parents d'élèves des écoles, la création d'une MJC.

En 1969, je rentre à l'usine JOB, ouvrier conducteur de machine puis magasinier, où mon admiration du travail des bénévoles et résistant aux injustices s'est concrétisée par ma rencontre avec le syndicat de la papeterie. J'y ai rencontré un syndicalisme debout, généreux, et actif. J'ai successivement été délégué du personnel, délégué syndical, membre du comité d'entreprise, du CHSCT, de la formation professionnelle, représentant syndical au conseil d'administration du groupe.../....

En 1995, l'usine connaît son premier plan social et le syndicalisme au sein de l'entreprise s'adapte, en devenant véritablement partie prenante de la destinée de JOB.../.... La lutte se poursuit avec une usine aux effectifs amputés jusqu'à la fermeture en 2001. L'association "Après Job", que je préside depuis 2001, a accueilli toutes les sensibilités, au-delà du syndicat CGT et a permis la gestion du plan social, le lien avec les institutions et la préservation de l'histoire et du patrimoine de JOB.

En lien avec ces événements, la fédération FILPAC m'a demandé d'intervenir au Comité Exécutif national, avec comme responsabilité la question des comités d'entreprises européens.

Dans cette fonction, j'ai négocié dernièrement le comité d'entreprise européen de SAICA et le comité de groupe de SMURFIT. C'est cette expérience que je peux apporter aujourd'hui comme conseiller économique et social régional.

Actualité de l'activité CGT

La place des femmes dans les assemblées politiques et consultatives n'est pas à la hauteur de la composition démographique de la société : à l'exception des conseils régionaux, le nombre de femmes élues ou désignées excède rarement 20 %, et encore hors postes à responsabilité ! Les Cesr, et singulièrement celui de Midi-Pyrénées, n'échappent pas à la règle : 16 conseillères sur 113 membres soit 14 %.

À l'initiative de la CGT, les conseillères économiques et sociales de Midi-Pyrénées ont décidé de constituer un groupe "Égalité entre les femmes et les hommes". Son objectif est double :

- Faire de l'égalité entre les femmes et les hommes un thème majeur de l'activité du Cesr.
- Promouvoir une juste représentation des femmes au sein de la prochaine assemblée issue du renouvellement de novembre 2007.

Ce groupe est une première étape vers la création d'une délégation à l'égalité entre les femmes et les hommes qui devrait intervenir en début de mandature.

D'ores et déjà, l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes a été retenue dans le plan de travail du Cesr. Il s'agit de l'un des approfondissements nécessaires et prioritaires identifiés lors de la conférence pour l'emploi de décembre 2007.

Au-delà de cette question, les problèmes rencontrés par les femmes de Midi-Pyrénées doivent être étudiés par le Cesr : formation, vie professionnelle, violences faites aux femmes, difficultés liées à la responsabilité familiale...

Parce que le sujet nécessite de faire preuve de volontarisme, la CGT a proposé que l'égalité entre les femmes et les hommes soit un thème transversal à tous les travaux du Cesr. Il s'agit maintenant de dépasser les déclarations d'intentions pour développer une réelle activité :



- Favoriser à la prise de conscience en formant les futurs conseillers.
- S'inscrire dans la réflexion du comité consultatif à l'égalité hommes/femmes.
- Travailler à des états des lieux et formuler des propositions à destination des responsables politiques et institutionnels de la région.

La CGT de Midi-Pyrénées fait de l'égalité entre les hommes et les femmes un objectif majeur de son activité depuis de très nombreuses années. Son engagement reste entier, il doit maintenant se traduire par des initiatives et des actes marquants, notamment lors de la composition de la prochaine délégation CGT.

Les interventions de la CGT



Avis sur Economie Sociale et Solidaire

Georges Picard au nom du groupe CGT a notamment déclaré :

“C'est avec un grand intérêt que le groupe CGT a suivi l'activité du groupe de travail sur l'économie sociale et solidaire en Midi Pyrénées. Les organisations syndicales et les structures de l'économie sociale ont eu, dans l'Histoire, les mêmes origines. ... /... Le projet d'avis peut paraître un peu trop élogieux à propos des mutuelles, coopératives et associations diverses, et sembler vouloir gommer leurs difficultés, leurs

définitions pour clarifier les choses. Cet apport pédagogique est très important, car pour beaucoup d'entre nous, membres du groupe de travail, membres du CESR, et à fortiori futurs lecteurs de ce document, les choses n'étaient pas très claires. On peut avoir affaire à des entreprises de l'ESS dans la vie quotidienne sans même s'en rendre compte.

Le fait même que l'économie sociale se fixe comme priorité l'Homme et son épanouissement, qu'elle veut pour cela mettre l'économie à son service et non l'inverse, nous semble intéressant. Il est important de voir que tous les jours des entreprises fonctionnent avec d'autres motivations que la seule recherche de la rentabilité financière et comme unique dogme l'augmentation des dividendes des actionnaires. Les principes fondamentaux de l'économie sociale induisent une façon différente de vivre l'entreprise et la société. La primauté donnée à la personne par rapport au capital, l'application du principe “un homme, une voix” permet plus de démocratie dans la gestion des moyens de production dont la propriété est collective. Des personnes consacrent du temps et de l'argent pour permettre à d'autres personnes, plus défavorisées de s'insérer professionnellement et socialement. Ces militants du social agissent d'une façon discrète, mais néanmoins très efficace...

Le projet d'avis traite du problème bien réel de la dérive actuelle de la gestion des entreprises de l'ESS, notamment à propos des banques coopératives (la première banque de France est une banque coopérative). En effet, une des problématiques des entreprises de l'économie sociale, de nos jours,

réside dans l'insuffisance des ressources financières pour se développer. Et le paradoxe est bien là : au niveau bancaire, les banques coopératives détiennent une très bonne place, mais voilà, les banques coopératives, elles ne financent pas beaucoup les autres entreprises de l'ESS.../... La place et le rôle des salariés des entreprises de l'ESS ne nous semblent pas avoir été abordés comme ils auraient mérité de l'être. Parmi les nombreuses et intéressantes auditions qui ont émaillé cette auto saisine, pas une seule de représentants des salariés des différents établissements de l'ESS.../... L'économie sociale se trouve à la croisée des chemins entre trois évolutions possibles :

- soit, se laisser absorber par les règles de la rentabilité financière.
- soit se laisser marginaliser dans des activités abandonnées, notamment par le service public
- soit s'affirmer, dans le cadre d'une économie plurielle, comme forme de réponse à certains besoins, concurrentielle aux réponses apportées par le marché capitaliste classique.
- Pour notre part, nous considérons que c'est la troisième solution qui est la bonne.

Le projet d'avis permettant d'avancer dans la connaissance de l'économie sociale et solidaire, nous le voterons.”



défauts. Or, ce serait précisément en abordant les insuffisances et les problématiques que l'avis du CESR apporterait le plus dans la volonté de développer davantage l'économie sociale et solidaire. C'est bien en posant les problèmes que l'on peut mieux les cerner et par là même, contribuer à les résoudre.

Le premier mérite de ce projet d'avis est de faire la lumière sur ces entreprises de l'économie sociale et solidaire, de réaliser un état des lieux et de tenter de donner des



Assemblée générale CSIR

La CGT Midi-Pyrénées assure la présidence du CSIR

Organisations de la CES (Confédération Européenne des Syndicats), les CSIR (Conseils Syndicaux Inter Régionaux) participent au développement du dialogue social européen dans les régions transfrontalières.

Le CSIR PYREMED est composé de 9 organisations syndicales (3 espagnoles, 5 françaises et 1 andorrane) sur le périmètre de 3 régions (Catalogne, Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon) et de la principauté d'Andorre.

Judi 14 juin 2007 s'est tenu à Montpellier, l'Assemblée Générale du CSIR PYREMED. A l'issue de la présentation des bilans d'activité et de trésorerie

des deux dernières années et de la modification des statuts, l'Assemblée Générale a élu son nouveau Comité de Direction. Conformément aux dispositions statutaires

qui prévoient des prises de responsabilités tournantes, **Philippe MOITRY** membre du secrétariat régional a été élu Président du CSI fonction qu'il assurera pendant deux ans au titre de la CGT

Les orientations générales pour les deux années à venir que nous avons proposées, ont été validées à l'unanimité par l'Assemblée Générale.

Face aux enjeux le CSIR doit se positionner comme un interlocuteur incontournable du dialogue social.

Sur l'hôpital transfrontalier de Puigcerdá l'occasion nous est donnée à travers le groupe de travail chargé de faire un état des lieux des différentes réglementations du travail et de la santé en Catalogne et en France, puis en élaborant un document qui servira de base aux négociations, de faire évo-

luer ce dialogue social.

Le droit du travail et les libertés syndicales en Andorre, doivent être également une priorité de l'activité de notre CSIR. Nos

camarades de l'USDA (Syndicat andorran), travaillent des propositions de revendications que nous aurons à porter et à défendre dans les semaines à venir.

Le travail en commun avec nos camarades du CSIR AXE ATLANTIQUE pour que notre demande de participer, en tant que CSIR aux groupes de travail de la CTP (Communauté de Travail des Pyrénées) sur des questions comme l'emploi, la mobilité, les infrastructures, les transports, le développement durable, la formation et la culture doivent aussi être des axes de travail prioritaires en lien avec notre volonté de favoriser le dialogue et les avancées sociales.

Il semble aussi nécessaire de poursuivre des pistes de travail déjà abordées par le CSIR, comme celles réalisées avec les syndicats des finances sur des sujets comme le financement des politiques publiques et les moyens d'intervention au travers des services publics, et renforcer notre implication dans le réseau EURES pour aider les travailleurs transfrontaliers.

Le droit du travail et les libertés syndicales en Andorre, doivent être également une priorité de l'activité de notre CSIR.

Institut Européen Santé-Sécurité

L'Institut syndical de la CES, travaille sur les enjeux de la santé et de la sécurité des salariés-es. Les responsables européens ont décidé d'organiser leur réunion annuelle à Toulouse en Midi-Pyrénées et ont demandé au comité régional d'organiser cet événement. Il réunira près de 40 syndicalistes venus des 25 pays d'EUROPE les 25 et 26 septembre prochain à Diagora Labège.

Le 26 septembre l'institut ouvrira ses travaux à un colloque avec les syndicalistes de notre région et des militants de la CGT sur un thème que nous aurons à définir. Compte tenu de l'activité que mène le Comité Régional sur les enjeux de santé au travail de l'aggravation de la souffrance au travail, plusieurs suicides de salariés se sont produits dans notre région, le Comité

Régional a vu l'opportunité que l'accent soit mis sur ces enjeux dans un cadre européen. Une première rencontre a lieu à Bruxelles ce 4 juillet pour organiser les travaux, les invitations parviendront aux syndicats dans le courant du mois d'août.

Un collectif régional Santé-Travail



faire respecter l'obligation de l'employeur, de la santé au travail

Les problématiques liées à la santé au travail sont au cœur de la relation du travail et prennent une place importante dans les préoccupations des salariés.



Les récents cas de suicide sur le lieu de travail démontrent avec violence qu'il est essentiel de les intégrer dans notre démarche syndicale pour développer les actions de prévention nécessaires.

Les nouveaux modes de management, la dégradation des conditions de travail, la précarité, les détournements de la Médecine du travail... sont autant d'attaques contre la santé, dont les conséquences sont multiples, avec notamment une augmentation importante de la souffrance au travail.

Pourtant, nous avons des difficultés à porter ces questions, et cette dimension est souvent absente de la réflexion dans nos syndicats, avec nos élus et mandatés.

Cette difficulté à faire le lien entre santé et travail, nous conduit à chercher des répon-

ses individuelles, alors que les causes dépassent souvent ce cadre individuel et imposent de travailler sur des revendications collectives.

L'enjeu aujourd'hui est bien de développer une démarche revendicative forte et structurée pour imposer le respect des salariés et gagner un mieux vivre au travail.

L'organisation syndicale avec les IRP est au centre de ce processus que nous voulons mettre en œuvre partout.

En Midi-Pyrénées, certains départements ont créé des collectifs "santé travail", afin d'impulser dans les syndicats la réflexion nécessaire à cette appropriation par toute la CGT des enjeux santé travail.

Pour cela nous disposons d'outils :

- Une session de formation syndicale "santé travail" est organisée annuellement dans le cadre de l'IRT, et rencontre un succès important.
- Une formation pour les membres des commissions de contrôle de la Médecine du travail est en cours d'élaboration et devrait se tenir les 3 / 4 et 5 octobre 2007.
- La convention CGT/AGEFIPH axée sur la négociation annuelle obligatoire concernant les travailleurs handicapés.
- Une nouvelle convention CGT/DRTE en cours de négociation sur les enjeux santé travail.
- c'est aussi notre participation au 6^e forum Santé-Travail co-organisé avec les médecins du travail et d'autres organisations et mutuelles qui a, encore eu cette année, un important succès autour des questions du stress !

L'échange d'expériences et la prise en compte permanente dans l'activité du syndicat des questions de santé, sont indispen-

sables pour passer de la démarche individuelle à l'action collective. C'est pourquoi notre collectif régional santé travail entend aider et impulser des initiatives dans les syndicats et les départements. Il souhaite favoriser après, le succès du forum de Montauban en avril 2006, la tenue de Forums dans les départements. Il s'agit d'un moment privilégié à la fois de témoignages sur les réalités des situations vécues dans les entreprises mais aussi à partir d'échanges entre syndicats, avec des médecins du travail, des inspecteurs du travail... des responsables institutionnels ayant en charge la prévention, le contrôle de la réglementation de permettre aux militants une meilleure appropriation des enjeux de la santé au travail dans notre démarche revendicative.

Dans ce sens, un forum départemental devrait être organisé par l'UD du Tarn le 20 novembre à ALBI. De même que confrontée aux situations de souffrances au travail et celle d'un suicide d'un salarié de chez Ratier, l'UD du Lot vient d'organiser une journée d'étude sur ces enjeux à laquelle ont participé une trentaine de militants-es.

C'est un encouragement pour développer encore plus cette activité. Le travail doit être pensé comme un élément structurant de la santé des personnes en leur permettant de se réaliser en tant qu'être social.

Il est donc essentiel de se donner tous les moyens, à partir du syndicat, de faire respecter l'obligation des employeurs d'assurer la sécurité et la protection de ses salariés...

Le collectif régional "santé travail"

CANCEROPOLE

Le groupe de travail s'est réuni le 20 juin pour faire le point de l'activité et de l'avancée de la construction du site. Il a entrepris plusieurs nouvelles démarches auprès des pouvoirs publics pour faire connaître les exigences que portent les syndicats en matière de maintien de l'emploi, d'équipements collectifs et de transports. Par ailleurs une rencontre aura lieu avec le Comité Régional Languedoc-Roussillon sur la dimension interrégionale du pôle de compétitivité BIO-SANTE-CANCER dont le Cancéropôle est partie intégrante.

TRANSPORTS REGIONAUX :

Lors d'une réunion de travail le 8 juin dernier avec les responsables cheminots CGT de Midi-Pyrénées et le secrétariat régional ? le point a été fait des initiatives engagées par la profession concernant le renouvellement de la Convention Conseil Régional/SNCF. En effet plusieurs rencontres ont eu lieu dans les départements à l'initiative de la CGT, elles se termineront par un colloque régional le 23 octobre pour porter au centre de la future convention l'urgence de répondre aux besoins de transports de qualité de la population. Nous y reviendrons prochainement.

ASSISES NATIONALES AERONAUTIQUE

Elles auront lieu les 2 et 3 octobre 2007 à Montreuil, organisées par la FD de la Métallurgie en coopération avec les territoires, les Comités Régionaux, elles ont l'ambition de porter nos exigences revendicatives et les propositions de la CGT en montrant que d'autres choix sont nécessaires pour répondre aux besoins de développement considérables de ce secteur.



Journée à WALIBI
Samedi 22 septembre 2007

Rendez-vous au Parc 15,70€/pers
avec café d'accueil offert
et parking véhicule

Offre valable uniquement le 22 septembre
Rappel : tarif bus : 10,00€ (seulement 8,00€)
pour les membres du Groupe
et abonnés (sur présentation)

Le droit aux loisirs se conçoit par la solidarité qui est le fil conducteur de notre action.
Parce que la solidarité fonde nos valeurs nous vous proposons une journée de rencontre avec des centaines d'autres salariés,
de tous secteurs, dans le cadre d'un projet susceptible de répondre à vos attentes, celles de votre famille.
Une journée à Walibi : un bénéficiaire d'un tarif unique, attractif pour le plus grand nombre, une journée pour se détendre
en famille, se rencontrer avec d'autres... bénéficier d'un accueil privilégié au Parc avec l'équipe et avec vos interlocuteurs
habituels de TLC sur place !

Inscriptions auprès de votre CE - COS - Amicale - Les UD - CGT - Renseignements TLC

